

Et nous autres, quoi...?

Les choses ne vont pas si bien dans la société suisse...

Plusieurs médias du pays ont rendu compte à la mi-avril d'une offensive sans précédent menée par des fonctionnaires de la commune de Wald (ZH), à l'instar d'autres politiciens conservateurs alémaniques, contre les options et l'action de certaines œuvres d'entraide (voir La Liberté, 16-17.04.95).

On a justifié cette attitude par un jugement politico-idéologique dangereux: *lesdites ONGs appuient l'initiative populaire «Pour moins de dépenses militaires et davantage de politique de paix»*. Pour les accusateurs, les œuvres d'entraide, surtout celles qui bénéficient du soutien des Eglises, «devraient observer une stricte neutralité politique».

Selon cette logique, la «neutralité» est un concept arrangeant. Il consiste, à la limite, à *ne rien faire contre le statu quo en vigueur*. Pour être réellement neutres, il ne faudrait pas s'en prendre aux grandes contradictions internes de la société helvétique: pas dénoncer l'ambiguïté de notre coopération envers le Sud, la montée d'une politique agressive contre les requérants d'asile ni les dépenses militaires superflues...

Position qui exprime l'aspiration des forces d'une extrême droite croissante et qui constitue non seulement une *provocation mais une prise de température*. Si la société civile en Suisse ne repousse pas avec énergie ce type d'arguments, ils pourraient se transformer demain en une norme universelle, valable pour tous nos organismes.

Par ailleurs, cette offensive touche au cœur même de notre existence comme ONGs. Quel sens aura notre relation au Sud si, au nom de la «neutralité», nous devons renoncer au travail d'information et sensibilisation au Nord?

Si préoccupante que soit l'attaque de l'extrême-droite, il y a aussi certains symptômes d'inertie dans la réflexion, le débat et les propositions dont nous souffrons, nous autres, comme ONGs engagées. Et c'est là qu'intervient l'autocritique.

Il nous a manqué la capacité d'analyser et d'intégrer pleinement les signaux qui nous viennent du terrain ces derniers temps. Des apports exemplaires, comme les documents de réflexion produits en Amérique centrale, Argentine, Brésil et Afrique centrale par les rencontres régionales de volontaires et partenaires, ont été trop peu exploités malgré leur grande richesse, puisée *dans une profonde expérience d'échange interculturel*. En soi, le fait de vivre au quotidien l'appui à la lutte des plus défavorisés est une *formidable prise de parti qui ne peut rester sans écho dans notre monde privilégié*.

Evidemment, notre propre timidité conceptuelle rend la tâche plus facile aux secteurs conservateurs de la société helvétique...

De même l'attitude ambiguë de certains milieux tiers mondistes envers le FMI et la Banque Mondiale, co-responsables de l'oppression au Sud, montre la difficulté d'un débat ouvert que l'on doit affronter avec vigueur et sans complexes. Reconnaissons donc ces trois dangers actuels: *l'avance ultraconservatrice en Suisse (comme cela éclate en France voisine), les théories déficientes de certains de nos alliés et, pas des moindres, notre propre inertie dans la réflexion*.

A nous de saisir la balle au bond – notre responsabilité dans notre société.

Sergio Ferrari et Pierre-Yves Maillard

Exclusions

par Bernard Grangier

24 Heures – 28-30 avril 1995

RWANDA ● Les Etats-Unis, comme «de nombreux autres gouvernements», étudient le concept d'un «Hutuland» et d'un «Tutsiland» en remplacement des actuels Rwanda et Burundi, a déclaré hier à Nairobi le secrétaire d'Etat américain aux Affaires africaines, George Moose. «L'un des principaux aspects du problème, c'est que ces deux Etats sont surpeuplés», a-t-il ajouté.

Il y a de quoi sursauter à la lecture de ce petit flash presqu'anodin! La solution semble logique intellectuellement parlant et pourtant... Son esprit procède de l'une des nombreuses formes d'exclusions – aux relents dramatiquement célèbres de purification ethnique et hors de tout contexte historique de ces peuples – qui ne cessent d'alimenter la souffrance, la haine, le désespoir, la guerre, la mort (presque) partout dans le monde.

Les leçons de l'histoire (surtout depuis cinquante ans) semblent inspirer plutôt les artisans du pire (Ex-Yougoslavie, Rwanda, Burundi, Soudan, Kurdistan, Tchétchénie, etc...).

Aide au tiers monde, coopération, solidarité, tolérance... mots qui sonnent bien à l'esprit. Mais dans les faits? «Pousse-toi de là que je m'y mette»; les «bons» d'un côté, les «mauvais» de l'autre! L'exclusion revêt bien des formes, parfois subtiles. Elle est partout. Chez nous. Comment par, exemple, admettre comme un acquis à gérer qu'il y aura toujours un certain pourcentage de la population dite active au chômage? Alors que l'on proclame les droits de l'homme, le droit au travail! Et après la période de chômage «légale», c'est la «fin de droit» pour des personnes gommées par les statistiques et tombant dans la catégorie des laissés-pour-compte, dans l'oubli des détresses humaines et du sentiment de l'inutilité. Il conviendrait de parler aussi de notre quart monde, des réfugiés...

Dans le tiers monde, ce sont les réfugiés en masses grandissantes qui ne cessent d'être ballottés d'un endroit à l'autre où le chez-eux est devenu le nulle part. Ce sont tous ceux que l'on veut chasser, éliminer, parce qu'ils gênent, qu'ils sont différents, qu'ils pensent autrement. Ce sont surtout les femmes et les enfants, premières victimes des exclusions de toutes sortes.

C'est dans la tête que cela se passe d'abord. Ce sont dans les actes que cela nous dépasse ensuite. L'escalade peut être insignifiante au départ; elle est terrifiante au bout du compte.

Encore une fois tous ces signes d'exclusions qui s'amplifient ne sont-ils pas les prémices d'une gangrène sociale touchant l'humanité entière? Qui trouvera le remède de cheval nécessaire pour arrêter le désastre que le médecin Onu ne parvient pas à contenir et encore moins à soigner? Faut-il que les grandes nations ajoutent de leur piment avec des solutions qui ne calment que les bonnes consciences, mais irritent les plaies en poussant au plus simple, c'est-à-dire au pire! En cette année de jubilé de la fin de la seconde guerre mondiale, quelle victoire célébrer? Celle du «vivre ensemble» plutôt que celle de la séparation! Faut-il toujours réapprendre à dire «bonjour» à son voisin ou à lui tendre la main, sans arrière-pensées? Il est vrai que les petits gestes peuvent avoir de grands effets et devenir sources d'espérance. Pour cela, il faut plus d'imagination et moins d'intérêts que ceux des grandes nations.

L'Evangile de la vie

par Jean-Marie Pasquier

Sur cette encyclique de Jean-Paul II, on a déjà écrit le meilleur et le pire. Sans souscrire forcément à toutes les lignes de cette lettre, je voudrais en répercuter l'appel dans ce qu'il a de plus positif, malgré la gravité des dénonciations, et en particulier souligner ce qui rejoint, paradoxalement, des thèmes développés par la théologie de la libération (ThL).

«A chacun, je demanderai compte de la vie de son frère» (Gn 9,6)

La vie contre la mort. Guttierez, le père de la ThL, a souvent rappelé que l'enjeu fondamental de son engagement est finalement ce combat qu'il faut mener contre la mort – dans tous les sens du terme – contre toute menace de mort qui pèse sur des peuples opprimés et sans défense. Et pour défendre ce droit fondamental de tout être humain qui est celui de vivre, de vivre tout court, mais de vivre aussi dans la dignité et la liberté. Un droit si souvent bafoué par tous ceux dont l'égoïsme continue d'engendrer des situations mortifères, des économies et des politiques de mort.

Jean-Paul II lui-même s'écrie: «Comment ne pas évoquer la violence faite à la vie de millions d'êtres humains, victimes de la misère, de la malnutrition et de la famine, à cause d'une distribution injuste des richesses entre les peuples et entre les classes sociales? ou avant même qu'elle ne se manifeste dans les guerres, la violence inhérente au commerce scandaleux des armes qui favorise l'escalade de tant de conflits armés ensanglantant le monde?» (n.10).

C'est dans ce contexte de la défense de toute vie humaine, en particulier celle qui est la plus menacée parce qu'elle est sans défense, qu'il faut comprendre «l'Evangile de la vie»: une bonne nouvelle au sujet de la vie qui est en même temps un appel en faveur des plus petits et des plus faibles parmi les vivants: les enfants à naître, d'autant plus menacés s'ils sont porteurs d'un handicap, et les personnes en fin de vie, dont l'existence douloureuse devient comme un poids insupportable. Il ne s'agit pas de juger des personnes, encore moins de les condamner. Il est des situations de détresse qui peuvent conduire à poser des actes qu'on ne voudrait pas poser... Le pape a des paroles chargées de tendresse pour les personnes qui se sont senties acculées à une décision dramatique. Ce qui est en cause ici, c'est la mentalité qui tend à banaliser, et finalement à légitimer l'injustifiable: l'atteinte à la vie humaine. Qu'elle soit innocente comme l'est celle d'un enfant dans le sein de sa mère, ou «coupable» comme celle de l'homme que l'on condamne à mort. Mais alors, pourquoi ne pas aller jusqu'au bout de la logique? Respecter toute vie humaine, quelle qu'elle soit puisqu'elle appartient à Dieu. Tous, nous sommes appelés à la cohérence: comment s'engager pour la libération du faible et du pauvre, comment vouloir le développement de tout l'homme et de tous les hommes, sans prendre aussi le parti de la vie de tout être humain, dès son premier germe et jusqu'à son dernier souffle?

«Pour une nouvelle culture de la vie humaine»

S'agissant de la protection de la vie, la conscience de chaque personne est évidemment en cause, mais elle n'est pas seule. «En un sens, la «conscience morale» *de la société* est également en cause», dans la mesure où elle «alimente la «culture de mort», allant jusqu'à créer et affermir de véritables «structures de péché» contre la vie» (n.24). L'affirmation a de quoi surprendre. Lorsque la ThL recourut à la notion de «péché structurel» pour dénoncer un système économique ou politique aliénant des personnes et des groupes humains, elle parut suspecte: c'est la conscience personnelle qui est sujet de péché, et non une structure ano-

nyme... Mais dans l'encyclique sur *La question sociale* (1987), Jean-Paul II admettait qu'on peut parler de «structures de péché» pour désigner certains maux de la société moderne, structures de péché induites en particulier par le »désir exclusif du profit» et la «soif du pouvoir» poussés à l'extrême. Ici, le pape fait un pas de plus, en parlant d'une «véritable structure de péché», elle-même induite par une «culture de mort»: on peut parler d'une sorte de «guerre des puissants contre les faibles» dans la mesure où la vie la plus faible et la plus vulnérable est jugée inutile et rejetée comme un poids insupportable par la loi du plus fort (n.12). Cela est particulièrement grave, quand cette «culture» devient «structure» en prenant corps dans des lois civiles. Quelle peut être la valeur – voire la validité – de lois qui contredisent ce qui devrait être le fondement de toute loi: les droits fondamentaux de la personne, et pour commencer son droit à la vie? D'où l'appel à l'objection de conscience, quand la loi civile va à l'encontre de la loi morale: «Il faut obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes» (Actes 5,29). On était habitué à ce que de telles revendications viennent de milieux contestataires, suspects aux yeux des pouvoirs officiels. Aujourd'hui, c'est le pape qui appelle à la résistance, sans violence précisons-le. D'aucun voient dans cette intervention un acte d'ingérence ecclésiastique dans les affaires de la société démocratique. Et si c'était le cri du prophète qui dit non à tout ce qui viole le droit du plus faible? Pour autant, c'est vrai, que soit également respectée la conscience de chacun et aussi que soit reconnue l'honnêteté de tout ceux qui, du personnel médical aux responsables politiques, s'efforcent de mettre en œuvre, dans les situations concrètes de notre vie en société, une véritable *éthique de responsabilité*.

Au delà des discussions et des divergences de vue, reste cet immense appel: mobiliser positivement les consciences pour le service de la vie de l'homme, de toute vie humaine, à commencer par la plus faible, s'unir pour susciter un «peuple de la vie et pour la vie», et pour les chrétiens, servir et proclamer l'Evangile de la vie qui est dans le Christ ressuscité.

Une banque en pleine expansion

Le Nouveau Quotidien – 20 avril 1995

La Banque Alternative Suisse progresse et paraît de moins en moins marginale

Après des premiers pas hésitants, cette banque, qui respecte de sévères principes éthiques et environnementaux, a commencé à décoller l'an dernier.

La Banque Alternative Suisse (BAS), qui a ouvert ses portes fin 1990, continue à croître à un rythme soutenu. La clientèle comme la somme de bilan ont fait un nouveau bond de 20% l'an dernier. L'excès de liquidités a pu être résorbé grâce à une croissance de plus d'un tiers des crédits accordés.

La banque a connu une évolution surproportionnelle l'an dernier, a expliqué hier à Zurich la directrice de l'établissement, Ulrike Mix. La croissance des crédits, que la BAS accorde sur la base de critères éthiques, est jugée particulièrement réjouissante. Le surplus de liquidités inutilisées a ainsi pu être épongé. La banque compte 297 preneurs de crédits.

1300 nouveaux clients sont venus rejoindre la BAS l'an dernier, qui en compte ainsi 8100. La somme du bilan a crû dans les mêmes proportions à 148 millions de francs. La banque occupe 16 personnes qui se partagent 12 emplois à plein temps.

Le cash-flow de la banque a encore progressé légèrement en 1994. Il s'est établi à 1,2 million contre 1,1 million en 1993 et 0,8 million en 1992. Le bénéfice s'est par contre nettement contracté en raison de prévisions et amortissements accrus. Il est passé de 490 000 en 1993 à 290 000 francs l'an dernier. Une partie de ce résultat sera affecté pour la première fois à un fonds statutaire spécial destiné à financer des crédits particulièrement innovants et risqués.

La BAS est aujourd'hui la plus grande banque suisse dans le secteur écologique, a indiqué Hans Ulrich Schudel, le président du conseil d'administration. La transparence dans l'octroi des crédits – ils sont tous publiés dans le rapport annuel – a fait ses preuves. De même que le renoncement à un gain maximum afin de pouvoir offrir des conditions financières avantageuses à des projets de pionniers.

La banque devient un partenaire des petites et moyennes entreprises, a noté M. Schudel. Si dans une première phase, l'essentiel des demandes de crédits provenait de petits débiteurs, de plus en plus d'entreprises de taille moyenne se tournent vers la BAS.

La BAS appartient à près de 3000 petits actionnaires. Les déposants décident de la manière dont sera prêté l'argent. L'écologie, l'agriculture biologique et les projets favorisant le rôle de la femme figurent parmi les principaux bénéficiaires des crédits de la BAS.

ATS

Niger: paix enfin signée
Le Nouveau Quotidien – 25 avril 1995

Les Touareg du Niger signent la paix

Le gouvernement et la rébellion touarègue du Niger ont signé hier à Niamey un accord de paix mettant fin à un conflit qui, de novembre 1991 à septembre 1994, a fait officiellement 150 morts et largement contribué à la crise économique, sociale et politique qui sévit dans le pays.

Cet accord, conclu il y a dix jours à Ouagadougou sous l'égide de trois pays médiateurs (l'Algérie, le Burkina et la France), prévoit notamment une décentralisation du pouvoir, ce qui permettra aux «hommes bleus» de gérer de manière plus autonome les zones territoriales du nord du pays où ils sont majoritaires. La communauté touarègue représente 10% des 8 millions d'habitants du pays. AFP

200 000 enfants recrutés pour la guerre
Le Nouveau Quotidien – 26 avril 1995

200 000 enfants ont été recrutés pour la guerre ces dix dernières années

- 10 millions d'enfants, soit un enfant sur deux cents à travers le monde, ont été traumatisés par les effets de la guerre.
- Un million cinq cent mille enfants ont été tués durant ces dix dernières années.
- 250 000 enfants ont péri durant la guerre civile au Soudan
- 200 000 enfants ont été recrutés comme soldats, et ont pris une part active à la guerre. Dans 35 pays, ils ont été recrutés par l'armée ou par des mouvements d'opposition, au Salvador, Nicaragua, Iran, Ethiopie, Namibie...
- Plus de 10 millions d'enfants vivent aujourd'hui dans des camps de réfugiés.
- Plus de 12 millions d'enfants ont perdu leur maison.
- Au Rwanda, les soldats du régime précédent ont été incités par «La Radio des Mille Collines» à tuer les enfants tutsis: «Pour détruire les grands rats (le Front patriotique rwandais), il faut commencer par les petits rats.»
- En Sierra Leone, des groupes rebelles soutenus par le Front patriotique de Charles Taylor ont enrôlé des enfants, parfois âgés de 8 ans, dans leurs forces armées. Après six mois d'entraînement, ils ont été envoyés sur les lignes de front, parce qu'ils sont «les plus braves et les plus impitoyables soldats».
- Durant la guerre civile mozambicaine, 10 000 enfants ont été enrôlés souvent de force dans la guérilla de la Renamo ou au sein de l'armée gouvernementale. Ils ont été utilisés comme combattants, ou comme porteurs de munitions et de matériel. Les enfants étaient souvent attachés, affamés et menacés de mort s'ils ne se conformaient pas aux instructions ou tentaient de fuir.
- Dépression, anxiété, apathie et peur sont quelques caractéristiques des enfants vietnamiens, qui grandissent dans les six centres de détention de Hongkong. Depuis juin 1988, tous les Vietnamiens sont considérés dans l'île comme des immigrants illégaux et emprisonnés. Depuis 7 ans, près de 10 000 enfants sont nés en détention. Avec 4000 autres enfants en bas âge, ils n'ont jamais eu d'autre existence que carcérale.
- Les enfants de la Renamo qui réintègrent leur foyer sont décrits comme «fermés, très effrayés, et déstructurés psychologiquement».
- Un sondage effectué dans un quartier violent de Belfast, montre que 90% des enfants ont assisté à des scènes de violence, plus de la moitié ont vu des incidents armés et un tiers d'entre eux ont été témoins d'explosions. Jusqu'à la trêve proclamée récemment en Irlande du Nord, aucune personne de moins de 25 ans n'a connu autre chose que la guerre. Des centaines d'enfants ont été blessés et 123 ont été tués lors du conflit.
- Au Mozambique, Liberia et Angola, des centaines de milliers d'enfants sont séparés de leur famille, conséquences directes des guerres civiles.

P. H.

▷ *Ces informations sont tirées d'un rapport de l'organisation humanitaire britannique «Save the Children Fund».*



Réconciliation en Angola
Le Nouveau Quotidien – 8 mai 1995

Rencontre historique: Jonas Savimbi, le chef des rebelles, a rencontré le président Dos Santos

Le président angolais, José Eduardo Dos Santos, et le chef de l'UNITA (rebelle), Jonas Savimbi, ont réalisé samedi à Lusaka un grand pas vers le règlement de la guerre civile qui ensanglante le pays depuis vingt années, en se rencontrant pour la première fois depuis 1992. Préparé de longue date par l'ONU, ce sommet a porté sur l'application du plan de paix signé en novembre 1994, déjà dans la capitale zambienne.

Le président Dos Santos a déclaré que les discussions avaient été un «succès». «Personne ne pleure, cela veut dire que nous avons réussi à surmonter nos divergences, a-t-il commenté. (...) La guerre est bien finie.»

De son côté, Jonas Savimbi a déclaré que sa rencontre avec son «frère» constituait un événement historique. «Je veux coopérer à la consolidation du processus de paix, a-t-il affirmé. M. Dos Santos est le président de l'Angola, c'est donc mon président. (...) Pour la consolidation de la paix, je jouerai le rôle qu'il voudra me confier.»

Le sommet de Lusaka – qui vient ratifier, cinq mois après, les Accords de paix de Lusaka – va permettre le déclenchement rapide de l'opération de déploiement de 7000 casques bleus de l'ONU. Ceux-ci devront mener à bien la tâche la plus difficile du processus: le désarmement et la démobilisation des troupes des deux camps avant la formation d'une nouvelle armée de 80 000 à 100 000 hommes. AFP

Criminalité au Brésil
Le Nouveau Quotidien – 8 mai 1995

Un climat de «guerre civile»

Les gangs armés ont multiplié leurs exactions ces dernières semaines à Rio de Janeiro. A tel point que le maire de la cité carioca, César Maia, n'hésite plus à parler de «véritable climat de guerre civile».

«Le plus grave dans la ville n'est pas la sécurité du citoyen mais celle de l'Etat», assure César Maia, pour qui le taux de criminalité de Rio n'est pas très différent de celui des autres grandes villes du monde. «Ce qui caractérise la violence ici est la rupture de l'unité de l'Etat avec des zones entières occupées par les narcotrafiquants.» AFP

Tiers monde: Démunis parmi les démunis
Journal de Genève et Gazette de Lausanne – 25 avril 1995

Femmes et enfants forment une population oubliée

Une Fondation genevoise travaille pour qu'ils soient considérés par les politiques de développement.

«Par tradition, la femme est soumise. Son seul domaine est la maison. Les choses changent lentement en Occident. Mais dans les pays en voie de développement, cela reste la norme. Il faut un courage énorme pour la surmonter.» Elly Pradervand vient de rentrer chez elle, à Genève. Il y a quelques jours encore, elle était en Inde où se tenait la 3e rencontre internationale de la Fondation Sommet mondial des femmes (FSMF), elle en a gardé les couleurs dans les yeux.

«Dans les milieux lettrés, les femmes revendiquent très fort le droit d'être une personne à part entière. Dans les milieux ruraux, c'est beaucoup plus difficile, elles sont toujours considérées comme le seul noyau familial. Cela se passe un peu mieux en Afrique. Dans la brousse, les hommes sont peu présents, alors que les femmes ont toujours énormément travaillé. Elles produisent 80% de la nourriture du continent.»

Femmes et enfants constituent 75% de la population mondiale, en grande partie illettrée parce que laissé-pour-compte. Ce constat a engagé Elly Pradervand à créer la FSFM, un an après le Sommet des Enfants de 1990, afin d'en rappeler les objectifs et de les élargir aux femmes.

Diminuer la mortalité infantile et maternelle, réduire la malnutrition des enfants de moins de 5 ans, élargir l'alphabétisation chez les adultes en mettant l'accent sur les femmes, universaliser l'éducation de base et l'alimentation en eau potable, ce sont là des priorités pour la FSFM.

«Lors des congrès internationaux, les représentants gouvernementaux acceptent de financer des programmes qui vont dans ce sens, sourit Elly Pradervand. Mais une fois rentrés chez eux, ils se retrouvent face à d'autres enjeux et oublient leurs promesses.» Aussi la Fondation va-t-elle proposer à chaque pays l'émission d'un timbre avec surtaxe dont le bénéfice ira aux organisations féminines et aux programmes pour les femmes de l'ONU.

Une banque pour les femmes

«En Inde, les vendeuses de légumes doivent d'abord les acheter aux maraîchers. Pour cela, elles empruntent de l'argent à des réseaux organisés, et le rendent chaque soir avec de lourds intérêts; leur bénéfice leur permet tout juste de manger. Depuis quelques années, cet obstacle a été contourné par la création d'une banque pour les femmes. C'est là qu'elles empruntent désormais et elles avouent qu'elles n'ont jamais connu une pareille sécurité.»

La FSMF participera en tant qu'organisation non gouvernementale à la 4e Conférence mondiale sur les femmes; elle y posera une question essentielle: «Les femmes et les enfants contribuent à la richesse économique des nations. Pourquoi ne sont-ils pas considérés comme un élément significatif des politiques de développement?»

Les gouvernements y enverront un rapport sur l'égalité entre hommes et femmes dans leur pays. «Nous verrons comment a avancé cette question de l'égalité. Nous demanderons comment agir pour éradiquer la pauvreté dans les dix ans qui viennent. Et surtout, nous rappellerons la grande conviction des femmes: il n'y a pas de paix possible sans développement.»

Geneviève Praplan

Les mines, des armes cruelles, sournoises et aveugles



par Béatrice Faidutti Lueber, paru dans l'Echo Illustré Magazine

Alors que l'on a tendance à oublier les guerres une fois celles-ci terminées, les mines antipersonnel utilisées lors des combats n'en continuent pas moins de distiller l'horreur au quotidien.

100 millions de mines

Une petite Kurde de 8 ans marchait avec son oncle le long d'une route des environs de Halabja. Soudain, l'un d'eux toucha un fil-piège, déclenchant ainsi une bombe bondissante. Tout deux, grièvement blessés, sont transportés par camion à l'hôpital, à plusieurs heures de route de là. En chemin, la fillette a succombé aux terribles blessures qu'elle avait à la tête; une nouvelle victime des mines antipersonnel. Elle s'appelait Pakiza...

Les experts des Nations-Unies estiment à 100 mio. le nombre des mines répandues dans quelques 62 pays, ceci sans parler des stocks qui en comptabiliseraient un nombre équivalent. De fabrication aisée, peu onéreuses et diablement efficaces, les mines prolifèrent sans limites, mutilent et tuent. Il en existe plus de 300 modèles différents dont les prix s'échelonnent entre $3 et $30 pièce. Une trentaine de pays occidentaux, de l'Europe de l'est et asiatiques se partagent ce marché plus que rentable. Il est néanmoins très difficile d'avoir des chiffres précis car tout ce qui touche à la production et au commerce de ces armes demeure nimbé de mystère.

Après avoir été strictement défensives, les mines antipersonnel se sont métamorphosées depuis quelques années, aux mains des militaires mais aussi des groupes de guérilla, en armes offensives: il ne s'agit plus seulement de neutraliser un adversaire militaire, mais de mutiler et terroriser les populations civiles, d'étouffer toute vie économique et sociale et d'instaurer une stratégie de la terre brûlée en rendant un territoire impraticable.

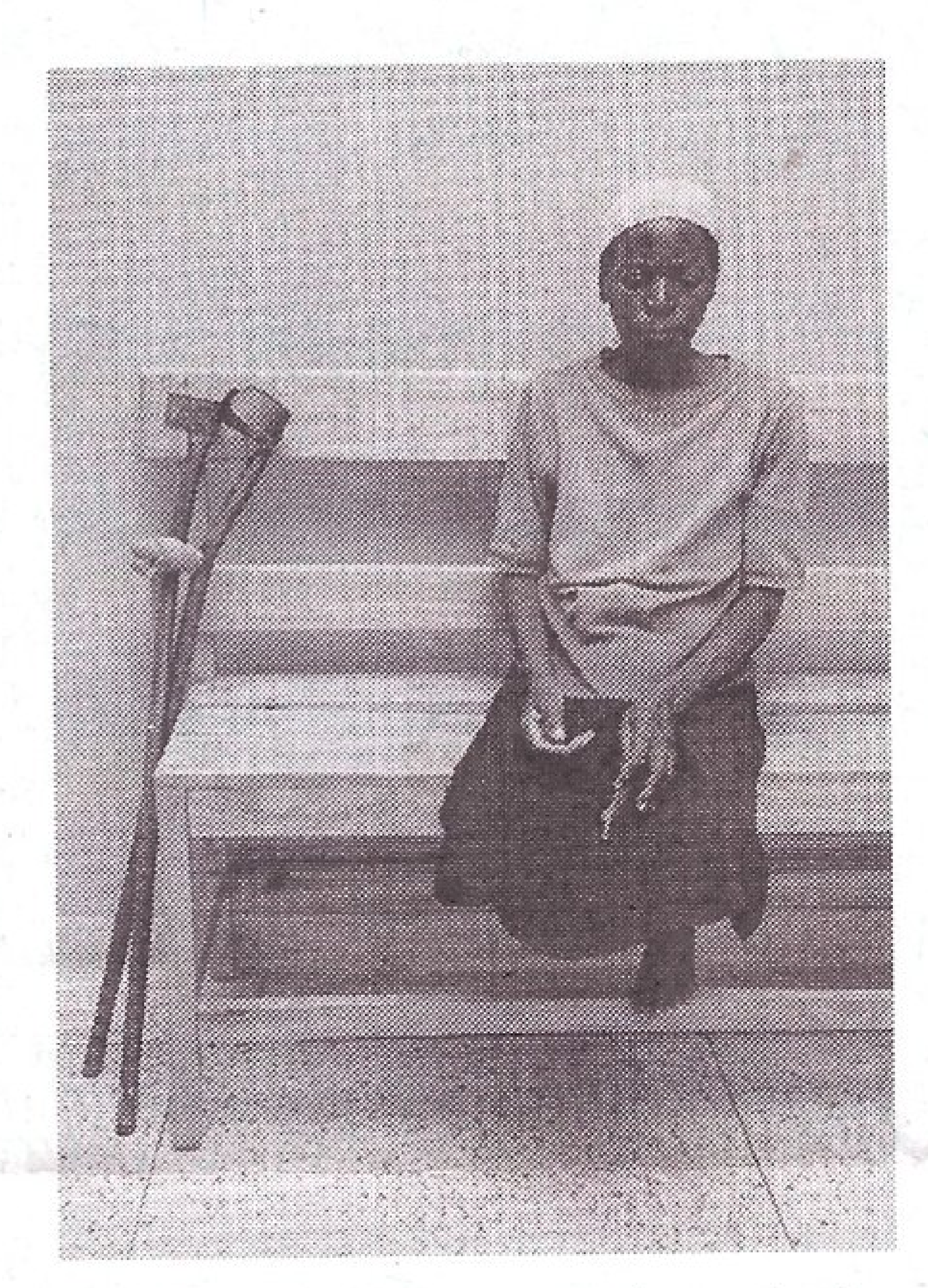
Les mines sont des armes aveugles et sournoises. Une de leurs caractéristiques est de pouvoir frapper sans discrimination, qu'il s'agisse d'un paysan dans une rizière, d'un guerillero à l'affût ou d'une famille de réfugiés sur le chemin du retour. Les mines frappent aujourd'hui, comme elles peuvent frapper demain durant le cessez-le-feu, ou après-demain lors de la signature du traité de paix, ou dans vingt ans fauchant ainsi la génération qui n'a pas vécu la guerre...

Les enfants innocentes victimes

Les enfants comptent parmi les principales victimes de ces engins de mort. Quelques chiffres suffisent à s'en apercevoir: les enfants représentent près d'un quart des victimes au Cambodge et en Afghanistan; dans le Somaliland, 66% des personnes mutilées par les mines ont moins de 15 ans.

Si les enfants semblent particulièrement vulnérables, c'est avant tout parce que ce sont des enfants, et qu'ils se comportent donc comme des enfants. Ils sont souvent trop petits pour repérer des mines visibles par les adultes, et ne savent pas forcément lire ou reconnaître les panneaux signalant leur présence. Parfois même, bien qu'ils aient reconnu ces dernières, ils ne peuvent s'empêcher de jouer avec, oubliant le danger. L'un des jeux favoris en Afghanistan ne consiste-t-il pas à envoyer des pierres sur les mines papillons, le vainqueur étant celui qui parviendra à les faire exploser... Le danger et l'interdit séduisent toujours un enfant.

D'autre part, dans la majorité des pays ravagés par les mines, les enfants jouent, dès leur plus jeune âge, un rôle économique prépondérant. C'est à eux qu'échoient la corvée d'eau, la recherche de combustibles, la garde des troupeaux, ou la collecte d'objets – en particulier d'objets métalliques – susceptibles d'être revendus au bazar. Malheureusement, leurs lieux de travail se révèlent, trop souvent, être des champs de mines.



Angola – Après la perte de sa jambe, cette femme reçoit des soins au centre orthopédique Bomba Alta à Huambo.

La mort ou la mutilation

Les blessures occasionnées par les mines, sans être systématiquement mortelles, sont très graves et mutilantes: quand on pose le pied dessus, elles explosent avec suffisamment de force pour emporter la jambe d'un adulte ou déchiqueter un jeune enfant. Les blessures sont multiples associant lésions, effets d'onde de choc et hémorragies, auxquels viennent se greffer les infections et autres complications. De telles blessures nécessitent fréquemment une amputation. Au Cambodge, selon le CICR, une personne sur 256 est amputée à cause de mines.

Aux souffrances physiques des blessés viennent s'ajouter les souffrances d'ordre psychologique. Un enfant de 10 ans amputé devrait changer 25 fois de prothèse au cours de sa vie. Or le coût moyen d'une prothèse est de $125, un prix exorbitant dans les pays les plus touchés comme le Cambodge, l'Angola, l'Afghanistan ou le Mozambique où le salaire mensuel dépasse rarement $15. Qui peut se payer un pareil «luxe»? Mais sans appareillage, comment recouvrer un peu d'indépendance et de dignité?... Nombre de pays minés sont des pays du tiers monde, dont l'essentiel de l'économie est basée sur l'agriculture. Peut-on encore travailler aux champs de façon rentable quand on est mutilé? Pour bien des familles, un handicapé est un poids mort dont il faut s'occuper constamment, une bouche de plus à nourrir.

Le largage incontrôlé et à grande échelle de mines dans les pays du tiers monde hypothèque dramatiquement la reconstruction et le développement de ces pays. Comment, en effet, rétablir les échanges économiques lorsque, comme au Mozambique, toutes les routes principales sont rendues impraticables par les mines? Comment sortir le Sud Soudan d'un état de famine larvée quand les terres arables sont truffées de mines? Comment convaincre les réfugiés afghans de rentrer dans leur village alors que l'Afghanistan demeure infesté par une dizaine de millions de mines?

Arrêtez cette tragédie

Depuis 1980, une convention des Nations-Unies tente de réglementer l'usage des mines antipersonnel. Malheureusement, ce traité n'a pas répondu aux espoirs que l'on avait placé en lui. Il est inefficace et constamment violé. Cela n'a rien de surprenant quand on sait qu'il ne comporte aucun moyen de contrôle ni aucun mécanisme de sanction. Autre faiblesse majeure, la Convention s'applique uniquement aux conflits inter-étatiques; les guerres civiles, qui sont toujours plus nombreuses, n'entrent donc pas en ligne de compte. D'autre part, seuls 41 Etats l'ont ratifiée et on est donc loin d'atteindre l'universalité à laquelle un tel traité devrait tendre.
Une conférence de révision de cette convention devrait se réunir à Genève d'ici la fin 1995. Le CICR, qui participe aux travaux préparatoires estime, comme d'autres ONG engagées dans la lutte contre la prolifération des mines, que seule une interdiction mondiale des mines antipersonnel serait à même de faire cesser cette tragédie contemporaine. Mais trop d'in-



térêts militaires, stratégiques et économiques sont actuellement en jeu pour qu'une telle solution ne demeure pas utopique. Il reste aux ONG à mobiliser l'opinion publique pour que celle-ci fasse pression sur les différents gouvernements et que la conférence voit au moins l'introduction d'amendements et le renforcement des dispositions existantes.

Des chiffres accablants

Les experts des Nations-Unies estiment que 100 mio. de mines antipersonnel seraient répandues dans 62 pays de par le monde. Le Pentagone avance le double de ce chiffre, soit 200 mio. L'Angola, le Cambodge et l'Afghanistan sont les pays les plus durement touchés.

En Angola, 9 mio. de mines infesteraient 33% du territoire.

Le Cambodge détient un triste record: 1 personne sur 256 est amputée.

23% des victimes en Afghanistan sont des enfants: Entre 9 et 10 mio. de mines ont été posées, et selon les Nations-Unies il ne faudra pas moins de 15 ans pour «nettoyer» les zones de priorité.

Toutes les routes principales du Mozambique ont été rendues inutilisables par les mines.

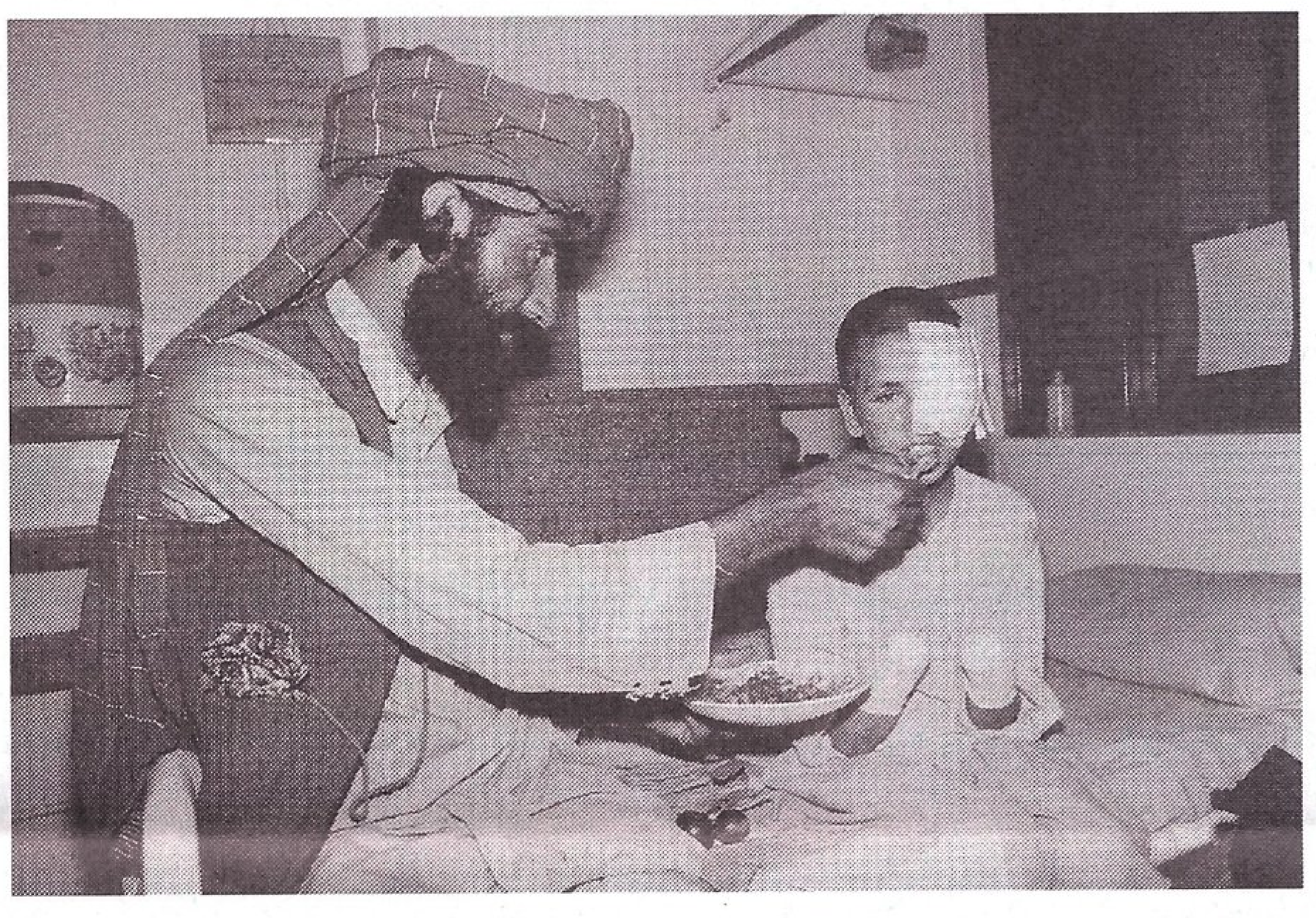
Plus de 3 mio. de mines auraient été posées en Ex-Yougaslavie depuis 1991. Là-bas, deux enfants grièvement blessés par mines sont admis dans les hôpitaux chaque jour.

Au Nicaragua, on compte 1 mine active pour 30 personnes.

Il existe environ 300 modèles de mines dont les principaux pays producteurs et exportateurs sont les suivants: Belgique, Bulgarie, Chine, France, Ex-Yougoslavie, Etats-Unis, Hongrie, Italie, Royaume-Uni, Ex-URSS et Ex-Tchécoslovaquie. Le prix d'une mine varie entre $3 et $75.

Il faut parfois jusqu'à $1000 pour couvrir le déminage d'une seule mine.

Le coût moyen d'une prothèse pour un amputé est de $125, coût exorbitant dans des pays où le salaire mensuel s'élève à $15.



Pakistan – Hôpital du CICR à Quetta, 2 juillet 1988: ce garçon afghan a perdu ses deux mains et un œil.

La souffrance humaine et la terreur infligées par les mines demeurent quant à elles non quantifiables.

Campagne suisse: «Arrêtons le massacre»

La Campagne suisse contre les mines antipersonnel bat son plein. Lancée officiellement le 3 avril 1995, elle est soutenue par une plateforme de plus d'une trentaine d'organisations non gouvernementales suisses: organisations de coopération au développement, d'aide humanitaire, de défense des droits de l'homme, de protection de l'environnement et de médecins. Elle dispose également de l'appui de nombreuses personnalités de diverses tendances politiques, tant au niveau fédéral qu'au niveau cantonal.

Cette campagne s'inscrit dans le cadre plus large d'une campagne internationale pour une interdiction totale des mines antipersonnel dans la perspective de la prochaine conférence de révision de la Convention des Nations-Unies de 1980 sur les armes classiques qui se tiendra à Vienne aux mois de septembre-octobre prochains.



Les objectifs de la campagne sont multiples. Tout d'abord sensibiliser l'opinion publique à l'horreur sans fin découlant de l'utilisation des mines antipersonnel pour que celle-ci fasse pression sur les Etats. Il faut que les Etats s'engage pour une interdiction totale de l'emploi, de la production, du stockage, de la vente, du transit, du financement et de l'exportation de mines antipersonnel et de leurs composants; il faut aussi instaurer le principe du «pollueur-payeur» selon lequel c'est aux utilisateurs, aux producteurs et aux commerçants de mines de payer pour les dégâts causés et non plus au public, aux organisations non gouvernementales et aux agences humanitaires.

En mai 1994, la Suisse a décrété un moratoire sur l'exportation de mines, indéfini dans le temps, qui est néanmoins limité aux pays n'ayant pas signé le protocole de la Convention de 1980. Ceci signifie que la Suisse peut exporter des mines ou des composants vers 42 pays signataires sans pouvoir en contrôler la destination finale. Les organisateurs de la campagne veulent que la Suisse étende son moratoire à tous les pays. Ils attendent du Conseil Fédéral qu'il prenne des mesures unilatérales visant l'interdiction totale des mines, et qu'il reconnaisse le principe du pollueur-payeur. Ils veulent aussi que la Suisse s'engage plus activement dans des programmes de déminage et de sensibilisation du public en participant à un fonds international.

Le succès de cette campagne dépend de nous tous: signez l'appel!...

Pour tout matériel ou information complémentaire, veuillez contacter Pierre Harrisson, Coordinateur de la campagne pour la Suisse romande, au n° (022) 342 25 83.

Rencontre annuelle et AG 1995

La rencontre annuelle et l'Assemblée générale de Frères Sans Frontières auront lieu respectivement les **10 et 11 juin 1995, au Bouveret.**

La rencontre thématique du samedi 10 portera sur des échanges avec des volontaires actifs et aura pour thème d'élargir la réflexion sur la coopération-solidarité Nord-Sud-Nord.

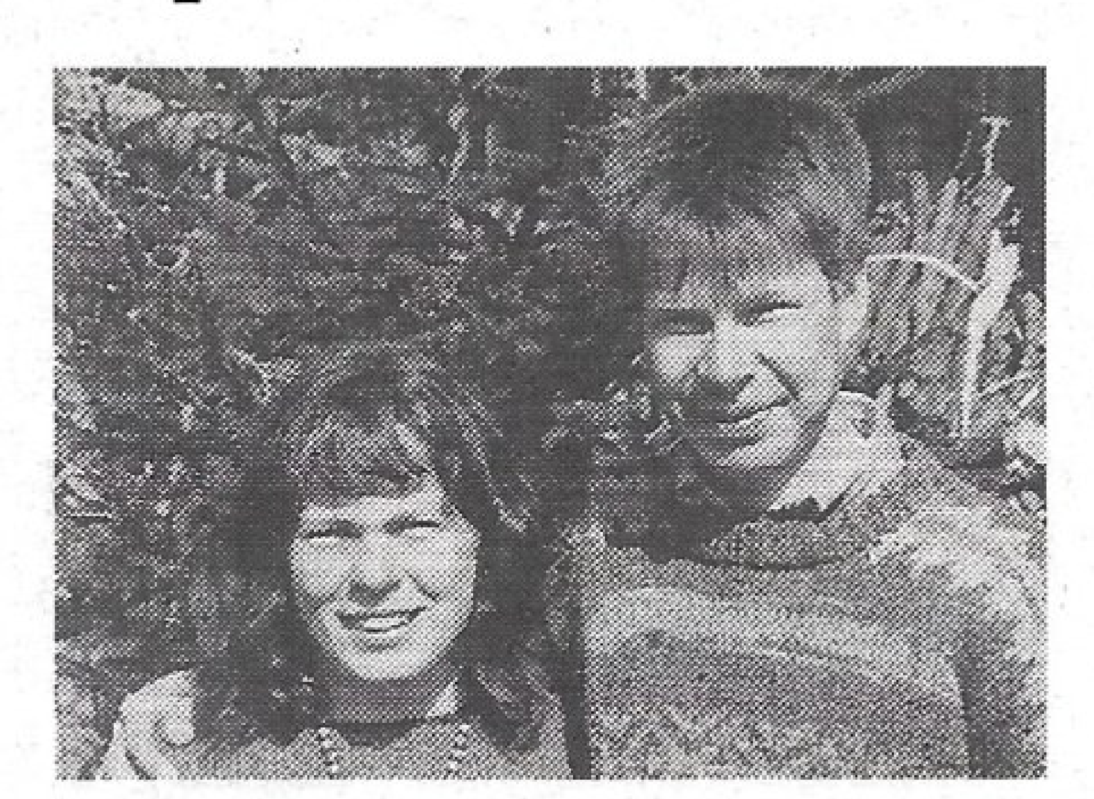
Le temps de travail s'étendra de 15 h 00 à 18 h 00. Une invitation cordiale est lancée à tout membre d'autres ONG qui souhaiterait y participer. En cas d'intérêt, merci de vous inscrire au plus tôt au secrétariat de FSF:

Téléphone (037) 82 12 40, le matin
Fax (037) 82 01 20 43

L'AG débutera le dimanche 11 à 9 h 00. Outre la partie administrative habituelle qui comprendra l'exposé des rapports d'activité du mouvement et la présentation des comptes, l'AG aura pour objet la présentation, la discussion et l'approbation des nouveaux statuts, voire d'une nouvelle identité visuelle.

Les convocations ont été envoyées aux membres de FSF. Pour toute personne concernée qui n'aurait pas été conviée par erreur, cet avis en tient lieu: elle est la bienvenue à l'AG 1995. Une copie des statuts peut à ce titre être obtenue auprès du secrétariat.

Départ



André Gafner, électricien, et **Isabelle Plomb,** infirmière, de Courtételle/Jura, ont rejoint Sao Paulo/Brésil, le 19 avril dernier. Dans le cadre de l'école Nova Piratininga qui l'a engagé, André est chargé de participer à l'évaluation-planification de l'équipe, d'assurer des cours de base et de perfectionnement en électricité et d'appuyer la formation d'instructeurs. Isabelle n'a pas encore de projet défini. Diverses possibilités sont cependant envisagées: animation d'atelier et cours dans le domaine de la santé ou travail de santé populaire dans les quartiers défavorisés de Sao Paulo.

Leur adresse professionnelle:
Escola Nova Piratininga
Silveira Martins 8
Centro Sé – C.P.
Sao Paulo/Brésil

Comptes 1994 et situation financière

A toutes les personnes qui soutiennent notre travail

Nous vous envoyons régulièrement des informations sur notre situation financière et vous trouverez ici les comptes de l'année 1994. Bien que déficitaire, l'exercice écoulé est moins catastrophique que ce que nous avions craint en début d'année, ceci grâce à des efforts consentis à différents niveaux.

Nous devons cependant rester attentifs et prudents, l'année en cours laisse prévoir une perte de Fr. 25 000.– environ, à moins d'apports plus importants de nos donateurs habituels et de succès dans la recherche de ressources nouvelles.

Dans ce contexte difficile, votre appui garde tout son sens et nous est plus que jamais indispensable car nous ne pourrons pas continuer à accumuler des déficits. Ainsi nous vous le disons une fois encore, nous comptons sur vous pour boucler l'année et nous vous remercions du bon accueil que vous ferez au bulletin vert qui accompagne ce journal.

Francis Monot,
responsable des comptes

Recettes

Dons, appui aux volontaires		2'110.–
Dons membres GVOM		27'200.–
Dons divers et autres recettes		31'285.64
Abonnements Interrogation		4'842.–
Contribution DDA		480'219.70
DEPT missionnaire contribution 1994	5'000.–	
./. Différence sur 1993 (*)	6'000.–	-1'000.–
Déficit 1994		**7'739.23**
		552'396.57

* Contribution 1993, reçue en 1994 inférieure au montant espéré.

Dépenses

VOLONTAIRES		
Salaires et charges sociales	207'502.75	
Frais de voyage	14'256.–	
Indemnité de réintégration	156'795.–	
Formation et écolages	5'905.65	
Coordination et divers	1'816.95	**386'276.35**
GESTION ET SUIVI DES VOLONTAIRES		
Salaires et charges sociales	68'132.25	
Frais bureau, PTT, imprimerie	10'246.57	
Information et divers	11'171.–	**89'549.82**
Impression et envoi journal		19'950.80
ACTIONS SOLIDAIRES		
Don Quart monde Renens	10'000.–	
Cotisation Unité	3'938.–	
Cotisations et abonnements	880.–	
Don Cyclone Haïti	1'000.–	**15'818.–**
BAT (Bourse A Travail)		34'801.60
Provision sur change		6'000.–
Total dépenses		**552'396.57**

Forger des espaces de vie... (FEVE)

Peut-on continuer à laisser faire...

«Un brin d'objectivité et un peu de perspicacité obligent à porter un jugement négatif sur le monde comme il va. Les idéologies de toutes sortes, les modèles, les systèmes et les politiques proposés n'ont pas apporté le bonheur; ils ont permis d'assouvir la soif d'accumulation d'un petit nombre et ont plutôt démultiplié les formes de menace de destruction du monde...»

«...Dans un modèle où le profit personnel et la promotion individuelle sont des données constituantes, la notion de globalité est absente...»

«...Et si nous, humains, apprenions à ne pas regarder notre statut de créature de Dieu uniquement comme un état impliquant des droits, mais aussi comme un rappel à seconder Dieu dans la création, à doter le monde de possibilités de Vie pour le bien de tous, pour la Vie. Pour que notre entreprise ait quelque chance de survie, l'engagement doit être total...»

(extraits d'un appel laissé par Mamia Woungly-Massaga, pasteur, directeur de l'Eglise Africaine du Cameroun, Interrogation sept. 1994, pp. 17-19)

Une alternative de vie...

Comment allons-nous pouvoir, dans notre environnement, nous relier à ce qui se dessine dans cette Eglise Africaine au Cameroun.(KETEME)
Comment rejoindre par nos décisions, nos actions, ici en Suisse (FEVE) cet appel fait à tous ceux que préoccupe le devenir du monde.
L'idée est que nous nous fassions signe, que nous puissions nous repérer, que nous puissions identifier les démarches faites selon la notion de «biens de tous»; que nous puissions, peut-être, repérer que beaucoup de forces sont mises pour cela, face à la loi du profit individuel, des privilèges, des exclusions, des magouilles, etc... Faire le compte de ce qui est déjà entrepris et amplifier le mouvement pour *forger des espaces de vie...*

Forger des Espaces de vie dans un système de mort

Depuis l'été 1994, l'action KETEME a largement démarré au Cameroun... Il s'agit de voir ce que nous pouvons faire ici en Suisse (FEVE)... pas pour le Cameroun, mais pour des espaces de vie à amplifier ou a créer. Ici en Suisse.
Nous sommes une poignée de personnes qui se sont retrouvées pour veiller à la démultiplication de l'action, pour trouver des gens et devenir avec eux des concepteurs de modèles, des inventeurs de systèmes... de vie.
Pour cela nous souhaitons être rejoints par tous ceux qui sont intéressés à s'y mettre... ou qui se sont déjà mis à poser des actes de Vie. Nous distribuons ce papier comme information, indiquant nos noms et adresses pour que le mouvement se mette en marche
Il y aura un atelier au prochain rassemblement de Terre Nouvelle à Tramelan, le 9 septembre, pour informer, trouver des pistes d'engagement, pour donner l'occasion d'essayer d'aller au bout de souhaits difficiles à réaliser.
Nous sommes bien conscients que des Actions comme Magasins du Monde, ATD Quart Monde, le Centre Martin Luther King, des ateliers pour chômeurs, les démarches d'apprentissage de lecture et d'écriture, les présences dans les prisons, dans la rue, avec les personnes séropositives ou sidéennes, les comités de soutien d'Haïti, du Salvador, etc., etc. sont déjà des espaces de Vie qui se forgent...
FEVE ne veut pas être un nouvel organisme, mais provoquer des rassemblements, des moments pour voir comment tenir le coup en tant qu'individu, pour ne pas baisser les bras devant l'énormité de la tâche et la force du statu quo, pour ne pas s'aligner, mais pour garder la force d'inventer des espaces de vie; ne pas rester seul, mais pouvoir constater que d'autres sont aussi engagés, que d'autres ont des idées de vie.
Pouvoir partager pour se donner des forces, pour retrouver l'imagination, pour rejoindre des lieux existants ou en créer.
Mais il faut un véritable ras de marée, pour l'amplification de ces actions et pour la création d'autres projets de vie... Cela va devoir passer par un engagement complet ...Voyons comment ensemble!!

Personnes à disposition pour tous renseignements:

Daniel Bérard, ch. de l'Orme 11, 1054 Morrens, 021/731 20 76
Eric Phildius, Communal 6, 2400 Le Locle, 039/31 65 53
Michèle Rakotoarimanana, Passerelle 14, 2503 Bienne, 032/25 09 44
Yvonne Tièche, Atouvent, 1837 Château d'Œx, 029/4 71 05
Esther Weibel, Verger de la Gottaz 24, 1110 Morges, 021/803 16 74
Gilbert Zbaeren, rte de Lausanne 10, 1033 Cheseaux, 021/731 10 34

Autre documents à disposition:

Texte Mamia Woungly-Massaga, pasteur, directeur de l'Eglise Africaine du Cameroun
Recherche de voies alternatives (étude Biblique), Eglise Africaine du Cameroun
Journal «Alternative» de l'Eglise Cameroun

par Véronique Schoeffel

Voici donc venue l'heure du rapport final, un rapport plus émouvant à rédiger que les autres, car il fait le point sur une expérience merveilleuse, mais qui désormais appartient malheureusement au passé. Un rapport rédigé en France, non plus en Afrique du Sud.
Une expérience de cinq ans, cinq années très spéciales, mouvementées, souvent difficiles, mais toujours enrichissantes et si souvent merveilleuses.

Etre volontaire...

Cinq années durant lesquelles mon identité de volontaire FSF était très importante pour moi. En tant que volontaire, je me voyais surtout comme une personne marchant au côté des autres, respectant l'autre, lui permettant d'être, et de partir à la recherche de sa dignité volée. Je n'étais pas la spécialiste qui venait avec un savoir spécifique, mais la personne qui voulait vivre et laisser vivre, sans contrôler ou imposer sa façon de penser, ce qui est une tentation blanche si forte en Afrique du Sud.

Au delà du travail, sur lequel je reviendrai plus loin, la création de liens, l'écoute, la découverte, l'apprentissage du contenu et de l'implication des verbes «respecter» et «accepter» furent pour moi des éléments essentiels de cette expérience. Des liens entre Sud-africain(e)s et moi bien sûr, mais aussi entre Sud-africain(e)s eux-mêmes, qui portent en eux un bagage de préjugés et de peurs si lourd qu'il leur est difficile de se rencontrer. Une personne venant de l'extérieur, sans ce lourd bagage historique, peut aider à créer des liens, à établir des ponts.

La beauté et la richesse de mon expérience sont dues en partie à la durée du séjour: cinq ans. C'est en effet durant les deux dernières années que les liens les plus solides se sont noués, les plus durables. C'est durant ces deux dernières années que j'ai récolté les fruits du patient travail des trois premières années, que j'ai eu les échanges interculturels les plus vrais, et c'est là aussi que j'ai pu apporter la meilleure contribution au niveau professionnel.

Les trois années à USWE m'ont appris à connaître la vie et les problèmes des gens dans les townships, et m'ont donné l'occasion de développer tout un réseau de connaissances et d'amitiés, réseau qui me fut fort utile pour mon travail à Delta.

Quelques mots sur Delta maintenant

Les deux années de travail à Delta, dans le cadre du WLTP (Women's Leadership Training Program) furent passionnantes. Pour moi ce fut une grande ouverture à des méthodes de travail plus participatives, mais aussi à des problématiques et des sujets que j'avais peu approfondis auparavant. Deux années de présence auprès des femmes qui participaient au programme m'ont aussi permis de connaître bien mieux les problèmes spécifiques des femmes, en Afrique du Sud, et surtout dans ses townships.

Delta a démarré en janvier 1993, avec Anne et moi, et maintenant, début 1995, elles sont sept dans l'équipe, cinq formatrices et deux administratrices/secrétaires. C'est donc un projet qui s'est bien développé et qui a bien grandi en deux ans. L'équilibre racial aussi est intéressant (trois métisses, trois noires et une blanche). Cet équilibre est précaire, jamais à l'abri d'une tension raciale, et demande beaucoup d'ouverture, de flexibilité et de sensibilité, car les tensions raciales n'ont pas disparu, les blessures du passé font encore mal, et des attitudes inculquées pendant des décennies ne disparaissent pas du jour au lendemain.

Au sein de l'équipe, et lors des ateliers avec les participantes, nous avons fait beaucoup de travail sur les relations interculturelles, afin d'aider les femmes à exprimer ce qu'elles

ressentent, mais aussi à écouter l'autre et à essayer de le ou la comprendre, accepter et respecter.

Je ne reviendrai pas ici sur la formation offerte par Delta, j'en ai beaucoup parlé dans d'autres rapports. C'est un travail crucial pour préparer les femmes de l'Afrique du Sud d'aujourd'hui à prendre leur place, à jouer un rôle important et à bien le jouer. Je souhaite beaucoup de courage et beaucoup de réussite au reste de l'équipe.

J'avoue que l'équipe me manque, avec sa chaude amitié, ses nombreux fou rire, ses discussions, ses sessions de travail..., et les sessions de formation avec les femmes me manquent aussi. J'aimerais beaucoup retrouver un travail similaire ici.

Ma foi

Là encore, une expérience positive. Ma foi s'est précisée, est devenue plus vivante et plus réelle, elle est devenue partie intégrante de ma vie. C'est elle qui m'a souvent donné la force de continuer lorsque la situation était difficile, car elle donnait plus de sens à ma présence et à mon action.

La paroisse de Sainte Mary, à Nyanga, est devenue ma famille, je m'y sentais chez moi, accueillie et acceptée. M'y retrouver le dimanche pour prier, chanter, célébrer, partager les joies et douleurs de la semaine était devenu un besoin.

Il y avait aussi un groupe d'amies qui se réunissait une ou deux fois par mois, pour partager leur foi et créer un réseau d'amitié et de soutien. Après un repas, nous partagions l'Evangile, et une théologie très clairement féministe, essayant de recevoir et d'interpréter l'Evangile en tant que femme, mais aussi d'étudier l'Histoire et de retrouver la place qu'occupaient les femmes dans la Bible et l'Eglise des premiers siècles, une place qui leur a été volée à mesure que l'Eglise devenait une institution menée par des hommes.



Week-end de préparation aux élections

Et il y eut aussi les communautés des Elms, où j'habitai pendant quatre ans, et où la vie en communauté chrétienne fut un véritable plaisir, un endroit de ressourcement, de paix, l'îlot calme où je rentrais le soir, parfois épuisée, sûre de trouver des ami(e)s qui prennent du temps pour s'écouter l'un l'autre.

L'Afrique du Sud

Le visage de l'Afrique du Sud est aujourd'hui bien différent de ce qu'il était le 25 octobre 1989, jour de mon départ vers le Cap. A cette époque, Nelson Mandela était encore en prison, toutes les organisations démocratiques et les partis engagés dans la lutte pour la libération étaient soit sous étroite surveillance des services de sécurité, soit le plus souvent bannis et donc clandestins. La plupart des leaders étaient en prison, en exil ou en clandestinité, et le gouvernement blanc essayait de résister à l'avancée d'un peuple que rien ne pouvais arrêter. Plus le peuple avançait, plus le gouvernement se barricadait et répondait par la violence. Les dernières années furent sanglantes, et personne ne connaîtra jamais le nombre exact des personnes tuées, emprisonnées, torturées...

Aujourd'hui l'ANC est au pouvoir (du moins politiquement), et Nelson Mandela est le Président Mandela. L'Afrique du Sud a connu ses premières élections libres et démocratiques, qui furent un moment de grâce et ont eu un effet miraculeux sur tout le pays.

Elles ont restauré la dignité des gens, et ont permis de créer un esprit d'unité, une volonté de construire un pays nouveau et beau, où les gens seraient bien sûr toujours xhosas ou zoulous ou blancs ou métis par

exemple, mais où ils seraient aussi et avant tout sud-africain(e)s, appartenant à une nation nouvelle, qui essaie de se trouver, de se connaître et de se créer.

L'esprit qui règne dans le pays est dans l'ensemble très positif malgré les tensions et les problèmes, un esprit constructif, de réconciliation, une volonté d'apprendre à se connaître et de commencer à guérir les plaies du passé.

Mais il ne faut pas rêver. Au niveau politique, il y a toujours l'extrême droite et l'Inkatha de Buthelezi, qui cherchent à diviser pour régner et qui créent bien des problèmes dont le pays se passerait volontiers. La situation économique elle aussi nous ramène vite les pieds sur terre: la situation est extrêmement difficile, et la vie quotidienne des gens les plus pauvres s'est encore très peu améliorée.

Le gouvernement a un budget très limité, et il est difficile de tenir des promesses électorales avec un tel budget. La patience des gens a des limites, qui sont parfois déjà atteintes, et ils veulent commencer à voir des résultats tangibles (emplois, logements, écoles, soins de qualité,...), pas seulement des changements législatifs importants, mais qui n'affectent pas tout le monde.

Avec d'une part une philosophie socialiste-réaliste, et d'autre part des conditions de marché draconiennes imposées par les bailleurs de fonds (Banque Mondiale, pays européens, US, Japon,...), le gouvernement essaie de gérer la contradiction, sans s'aliéner ceux qui détiennent toujours le pouvoir économique, tout en accordant la priorité à l'amélioration des conditions de vie des plus pauvres. Une contradiction? D'aucuns parlent de trahison. La tâche du gouvernement est difficile pour ne pas dire impossible, et tout le monde espère que Nelson Mandela restera en bonne santé pendant encore quelques années, car seul lui a le charisme nécessaire pour rassembler tout le pays pour un projet nouveau, qui nécessite patience, coopération... et sacrifices.

Pour les militants aussi il y a un réajustement à faire. Avant, il s'agissait de renverser un système injuste, maintenant il faut soutenir un système démocratique représentatif, tout en restant vigilant et critique. Un déplacement délicat, un équilibre difficile à trouver et à gérer, mais le processus est bien en cours.

En conclusion, une expérience extrêmement positive et enrichissante, d'où je sors transformée, enrichie et reconnaissante. Les moments difficiles furent parfois vraiment durs et angoissants, mais m'ont beaucoup appris et m'ont permis de faire très directement l'expérience de la solidarité des gens.

Si je me sentais très clairement volontaire FSF au Cap, je continue à m'identifier à FSF de retour en Europe.



Rédaction

Av. Juste-Olivier 11
CH-1006 Lausanne
CCP 10-10580-2

FSF

Frères sans frontières
Case postale 129
CH-1709 Fribourg
CCP 17-7786-4

GVOM

B. Faidutti-Lueber
Rue du Lièvre 7
1227 Acacias
CCP 10-20968-7

GVOM

~~«La Joliette»~~
~~Chemin des Bolets~~
~~CH-2013 Colombier~~
~~CCP 10-20968-7~~

éiréné

Service chrétien international pour la paix
Comité suisse CP 2262
CH-2302 La Chaux-de-Fonds
CCP 23-5046-2

Changement d'adresse

prière de l'annoncer directement au Mouvement concerné

«Interrogation» parait huit fois par année

Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Impression:

Imprimerie Glasson SA – Rue de la Léchère 10 – CH-1630 Bulle

JAB – 1033 CHESEAUX-SUR-LAUSANNE